**NOTE DE PRESSE**

**QUAND LES ORGANISATIONS CRIMINELLES SE DECHAINENT,**

**L’IMPOSTURE NE PEUT EN RIEN AIDER A TROUVER DES SOLUTIONS**

**A L’EFFONDREMENT DE L’ETAT.**

Aujourd’hui 9 Décembre 2020, c’est la Journée Internationale de lutte contre la corruption. ECC est dans un hôtel à Montrouis, Carriès pour la formation sur la lutte contre la corruption et l’appropriation de son Guide Anti-Corruption par une cohorte de vingt (20) grands formateurs recrutés à travers le pays.

Ensemble Contre la Corruption, ECC profite de cette occasion pour dénoncer : la mise en péril de la gouvernance démocratique ; la mise au rencart des principes de la bonne gouvernance ; le climat de violence généralisé fait de kidnapping, de tueries, de massacres et d’exécutions sommaires ; l’odieuse collusion des gangs criminels avec les tenants du pouvoir ; l’attitude de la communauté internationale agissant comme partenaire du chaos.

1. **Mise en péril de la Gouvernance démocratique**

Le Président Jovenel Moїse est aujourd’hui le seul élu à bord. Il s’est défait de la Chambre des Députés, du Sénat de la République, des Collectivités Territoriales et cherche encore à se débarrasser unilatéralement et de manière grotesque de la Constitution de 1987.

Parallèlement, le Président Jovenel Moїse, ses Conseillers et les membres de son gouvernement s’acharnent à profiter de ce vide en publiant un ensemble de décrets mettant par ainsi en danger la stabilité des institutions démocratiques et du système de gouvernance du pays.

Depuis son arrivée au pouvoir, le Président Moїse n’a organisé aucune élection, ni pour renouveler le tiers du Sénat en l’année 2017 et ni l’autre tiers du Sénat en 2019, ainsi que les élections locales. Il a donc intentionnellement et sans gants, agi contre les institutions républicaines et démocratiques pour asseoir un pouvoir personnel.

Comme au temps de la dictature, Monsieur Jovenel Moїse et son gouvernement, dirigent le pays unilatéralement et sans partage. Ils se mettent ensemble pour engager le pays dans une logique de confrontation en cherchant à rester au Pouvoir au-delà de la fin de son mandat constitutionnel arrivant à terme le 7 février 2021.

1. **Mise au rencart des principes de la bonne gouvernance**

En l’absence du Parlement, le minimum de contrôle de l’action gouvernementale qu’on pouvait espérer s’est trouvé inexistant. Le Président Jovenel Moїse et son gouvernement opèrent donc sans contrôle parlementaire, au mépris des prescrits constitutionnels.

De plus, le système « check and balance » est aujourd’hui en veilleuse. Le Président et son gouvernement sont les seuls opérateurs à bord. Ils ordonnent les dépenses, les exécutent et refusent le contrôle de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

Des dépenses publiques ont donc même été engagées en dépit des avis défavorables de la CSCCA. C’est le cas du contrat passé entre l’Etat Haїtien et la Société Dermalog afin d’enregistrer les électeurs. D’autres dépenses ont été aussi engagées sans consultation de la CSCCA. On peut citer en exemple le contrat passé entre l’Etat Haїtien et une Société Chinoise pour la livraison de matériels liés à l’épidémie du COVID-19. Aucun contrôle indépendant n’a été exercé ni sur les commandes effectuées ni sur les articles livrés. Le principe de la transparence des décisions publiques n’a pas été respecté.

Le pays nage dans un système de gouvernance qui ne fait pas de reddition des comptes, sans transparence, en dehors du principe qui veut l’efficacité et l’efficience des dépenses publiques, sans participation des acteurs de la société civile. C’est le règne d’une gouvernance publique unilatérale, sans contrôle, avec à sa tête un Président qui décide de tout.

1. **Climat de violence généralisée fait de kidnapping, tueries, massacres, assassinats, exécutions sommaires**

Les forces criminelles se sont déchainées sur le peuple haїtien. Les dirigeants ne trouveront pas de solution en affichant cette imposture avilissante dans laquelle ils nagent tous. Les gangs organisent partout une vague de kidnappings les uns plus spectaculaires que les autres. Ils appauvrissent les familles, les déstabilisent au plan émotionnel. Partout dans le pays, les gangs criminels imposent leur loi, s’établissent dans tous les quartiers des villes, opèrent sur les routes locales et interdépartementales, intimident les citoyens, les exécutent. La puissance publique reste inopérante, malgré les twitt et autres prises de parole du Président de la République indiquant avoir passé des instructions aux forces de l’ordre et au système sécuritaire du pays, pour mettre fin à ce climat de violence généralisée. Mais les forces de l’ordre elles-mêmes sont déjà démobilisées, démotivées et déstabilisées, et n’apportent aucune réponse réelle et appropriée à cette réalité. Au lieu de s’attaquer aux gangs criminels, de chercher à les maitriser, elles sont mobilisées ailleurs. Elles cassent les sit-in, les manifestations pacifiques des citoyens à coups de matraques et de bonbonnes de gaz lacrymogène. La PNH est utilisée à des fins politiques au lieu d’obéir à des ordres en relation à leur mission « Protéger et Servir ». Les autorités de l’Etat ont donc laissé se construire et s’établir dans tout le pays sous leurs yeux, au vu et au su de la communauté internationale, qui disposent des services de renseignement les plus sophistiqués, un monstre, les gangs criminels, qui échappent aujourd’hui à tout contrôle de la puissance publique. Ces forces criminelles sont en train d’amasser une fortune avec les rançons accumulées pour se préparer à mener la campagne électorale lors des élections promues par l’Administration Moїse-Jouthe. Les secteurs maffieux et liés à la criminalité se préparent donc à rafler les postes électifs afin de maintenir le statuquo et empêcher toute velléité de transformation dans le management public et du système de gouvernance démocratique.

1. **Ingouvernabilité totale – Collusion parfaite entre gangs criminels et tenants du pouvoir**

Depuis quatre (4) ans, le Président Jovenel Moїse a conduit le pays dans l’ingouvernabilité la plus totale. « Le pays n’est ni gouverné ni administré » dixit Monferrier Dorval, ex-Bâtonnier de Port-au-Prince, exécuté chez lui. L’institution policière est en crise. Elle est déstabilisée de l’intérieur et n’arrive à apporter aucune réponse appropriée à la dégradation de la sécurité publique. Le Président, le Premier Ministre et son gouvernement n’ont plus le leadership pour conduire les affaires de l’Etat. La justice est inexistante. Les enquêtes quand elles sont menées finissent dans les tiroirs. Elle n’arrive même pas à sécuriser les scènes de crime ou à conserver les pièces à conviction ou corps du délit. L’Etat haїtien est devenu incapable, impuissant, insignifiant face à des enjeux majeurs qui font partie de sa compétence et ses attributs. Les forces criminelles opèrent elles-mêmes à la tête de l’Etat. C’est la collusion parfaite. Haїti rentre dans le cycle infernal d’ingouvernabilité où le chaos est volontairement établi et maintenu par ceux placés à garantir l’ordre et la sécurité.

1. **Une Communauté Internationale entre incohérence, hypocrisie et donneuse de leçon – Partenaire du chaos**

Les pays dits amis d’Haїti ne se sont jamais inquiétés de la dégringolade démocratique dans le pays. Les échéances électorales ne sont pas respectées par l’Administration, pas de réaction de leur part. Les Collectivités Territoriales sont transformées en pouvoir exécutif intérimaire, pas de protestation. On laisse faire. Les messages diffusés sont contradictoires. Pris séparément, les grandes ambassades et ministères des affaires étrangères font croire que les élections n’étaient pas possibles vu l’état de dégradation sécuritaire du pays. Cependant, quand ils s’expriment collectivement, ils disent le contraire. Quand le peuple et les jeunes, petrochallengers en particulier sont massivement descendus dans les rues en 2018 et 2019 pour dénoncer la corruption et demander des changements dans la gouvernance du pays, les « amis » de la communauté internationale, gardent le silence. Quand le Président et son gouvernement se donnent les pouvoirs de changer la constitution du pays, en dehors des prescrits constitutionnels, c’est le silence. Incapables aussi de s’élever à la dimension de la crise institutionnelle et sécuritaire. Incapables d’analyser les véritables enjeux de cette crise. Ils prennent parti pour un pouvoir dévoyé, un leadership inique et incompétent. Au nom de quoi donnent-ils leur appui à un pouvoir qui ne respecte pas les droits du peuple de manifester pacifiquement, qui s’allie à des gangs criminels, qui fonctionne en toute illégalité et dans la corruption.

**Recommandation**

Ensemble Contre la Corruption, ECC croit indispensable et nécessaire que toutes les forces vives de la nation telles le secteur des affaires, le secteur religieux, la société civile, le secteur organisé et les acteurs politiques en général se mettent ensemble pour faciliter la signature d’un accord politique afin de sortir le pays du bourbier macabre où il se trouve avec le spectre imminent d’un affrontement sanglant que le pouvoir semble tisser et préparer pour le pays en facilitant la fédération et l’armement des gangs et en ne contrôlant ni les ports et les frontières.

**Port-au-Prince, le 9 décembre 2020.**

Me Gédéon JEAN

Président